

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER  
DE LA SÉANCE DU  
28 avril 2026**

L'an deux-mille-vingt-six, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Claude MULLER, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 51  
Nombre de Conseillers en fonction : 51  
Nombre de Conseillers présents : 44  
Quorum : 26

**Présents :**

Dominique ABADOMA – Christine BASLER – Céline BERINGER – Matthieu BOECKLER – Yves COQUELLE – Hélène CORNEC – Francis CORNET – Nadine FOFANA – Hyacinthe FRANCK – Alain FURSTENBERGER – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWAY – Céline GULLUNG – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Anne-Marie JACQUEY – Maria JONAK – Gauthier JUNG – Maurice KECH – Francis KLEITZ (entre en séance lors de l'examen du point 3.2) – Francis KOHLER – Gaël LE DORZE – Julie LEDIT – Marianne LOEWERT – Muriel LOTZ – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Jacques MULLER – Sophie NANTHAVONG – Aurélie OTTMANN – Karine PAGLIARULO – Matthieu PFEFFER – Claude PLACET – Rachel RIEDMULLER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Maïté SCHWOB – César TOGNI – Tina WILHELM – Stéphane ZIEGLER

**Ont donné procuration :**

Claudine GEMSA à Jean-Luc GALLIATH – Elise CLERGET à Claudine GRAWAY – Christian FACCHIN à Luc MARCK – Claude REIBEL à Muriel LOTZ – Grégory CLADE à Anne-Marie JACQUEY – Nicolas SIX à Rachel RIEDMULLER – Perrine WIESSER à Sylviane ROTOLO –

**Assistaient en outre à la séance :**

Des agents de la CCRG  
La presse locale

**Secrétaires de séance :**

Jean-Luc GALLIATH, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

*Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 11 mai 2026  
Le Président de la CCRG, Claude Muller  
Le Secrétaire de séance, Jean-Luc Galliath*

## **Point 7. MODIFICATION DES STATUTS DE LA RÉGIE AUTONOME DU SERVICE DE L'EAU POTABLE**

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Par délibération du 29 septembre 2017, le Conseil de Communauté avait acté la création d'une Régie à autonomie financière appelée à gérer le service de l'eau potable sur l'ensemble du territoire.

Le fonctionnement de la Régie est défini par ses statuts.

Elle est administrée par un Conseil d'exploitation et son Président, ainsi qu'un Directeur.

Le rôle du Conseil d'exploitation de la Régie est essentiellement consultatif. Il est obligatoirement consulté par le Président sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie. Le projet de Budget et les tarifs du service lui sont soumis, au préalable, avant adoption par le Conseil de Communauté.

Pour rappel, la régie autonome constitue l'outil de gestion du service public à l'échelle intercommunale dont le champ d'intervention porte sur l'ensemble des 19 communes du territoire.

Le Conseil d'exploitation est donc compétent sur l'intégralité du service, y compris pour les communes où l'exploitation est confiée à un délégataire dans le cadre d'une DSP. En conséquence, son périmètre ne se limite pas aux seules communes exploitées en régie directe.

La délibération du 29 septembre 2017 prévoyait que la composition du Conseil d'exploitation se base sur la composition du Conseil de Communauté soit 41 membres à l'époque.

Il convient de modifier cette représentation.

Dans un souci d'efficacité administrative et afin de ne pas alourdir les processus décisionnels, il est proposé que le Conseil d'exploitation se compose : du Président, du Vice-Président du ressort et de 19 conseillers soit un représentant par commune membre.

Les statuts modifiés de la régie sont joints en **annexe 2**.

*Il est proposé au Conseil de Communauté de :*

- *valider les statuts modifiés de la régie autonome dénommée Service des eaux - Communauté de Communes de la Région de Guebwiller joint en **annexe 2***
- *procéder aux désignations des élus appelés à siéger au Conseil d'exploitation de la Régie à savoir un Représentant par commune membre*



---

Le Conseil de Communauté décide, à l'unanimité, dont sept procurations – Grégory Clade – Elise Clerget – Christian Facchin – Claudine Gamsa – Claude Reibel – Nicolas Six – Perrine Wiesser –, de ne pas procéder à un vote à bulletins secrets pour les désignations susvisées.

Le Conseil de Communauté valide, à l'unanimité, l'ensemble des propositions précitées.

À l'issue d'un vote à l'unanimité, le Conseil d'Exploitation de la régie « eau » est ainsi constitué :

<b>Le Président</b>  <b>Le Vice-Président du ressort</b>  <b>19 représentants (un par commune)</b>		Guebwiller - Claude MULLER
		Merxheim - Stéphane ZIEGLER
	1	Bergholtz - Jean-Luc GALLIATH
	2	Bergholtz-Zell - Tina WILHELM
	3	Buhl - Francis KOHLER
	4	Guebwiller - Francis KLEITZ
	5	Hartmannswiller - Céline GULLUNG
	6	Issenheim - Aurélie OTTMANN
	7	Jungholtz - Guy HABECKER
	8	Lautenbach - Philippe HECKY
	9	Lautenbach-Zell - Matthieu BOECKLER
	10	Linthal - Maurice KECH
	11	Merxheim - Céline BERINGER
	12	Murbach - Maud HART
	13	Orschwihr - Jacques MULLER
	14	Raetersheim - Grégory CLADE
	15	Rimbach - Alain FURSTENBERGER
	16	Rimbach-Zell - Angélique MULLER
	17	Soultz - Marcello ROTOLO
	18	Soultzmatt-Wintzfelden - Nicolas SIX
	19	Wuenheim - Roland MARTIN

Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 11 mai 2026  
 Le Président de la CCRG, Claude Muller  
 Le Secrétaire de séance, Jean-Luc Galliath



**STATUTS DE LA REGIE AUTONOME  
EN CHARGE DE LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE  
CREEE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE LA REGION DE GUEBWILLER  
DENOMMEE « SERVICE EAU DE LA CCRG »**

La Communauté de Commune de la Région de Guebwiller (CCRG) exercera la compétence « eau potable » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur l'ensemble de son périmètre. Par délibération du ..., le Conseil de Communauté a fait le choix d'assurer la gestion de ce service public industriel et commercial via une régie à autonomie financière créée et administrée conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

### **Titre 1<sup>er</sup> – Dispositions générales**

Les présents statuts formalisent l'organisation administrative et financière de la régie autonome chargée de la gestion du service public d'eau potable dénommée « *Service Eau de la CCRG* » avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet et compétence de la régie**

La régie a pour objet d'assurer la gestion du service public industriel et commercial de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la CCRG comptant dix-neuf commune membre à savoir : Bergholtz, Bergholtz-Zell, Buhl, Guebwiller, Hartmannswiller, Issenheim, Jungholtz, Lautenbach, Lautenbach-Zell, Linthal, Merxheim, Murbach, Orschwihr, Raedersheim, Rimbach, Rimbach-Zell, Soultz, Soultzmatt-Wintzfelden, Wuenheim.

La régie a pour objectif de gérer, directement ou par délégation, la production, le transport et la distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la CCRG ainsi que les missions connexes au service. A ce titre, elle assure notamment les missions suivantes :

#### **- Exploitation courante des installations d'eau potable**

- Périmètres des ouvrages et espaces verts
- Ouvrages de production
- Ouvrages de traitement / stockage
- Ouvrages de distribution
- Réseaux de distribution

**- Astreinte**

- Sur signalement télégestion
- Sur signalement abonné ou tiers

**- Travaux divers et contrôles techniques**

**- Clientèle**

- Relève
- Facturation et gestion des abonnés
- Accueil clientèle
- Communication / Rapports

**- Etudes**

- Etudes et travaux
- Gestion patrimoniale
- Suivi de l'activité du service
- Suivi des contrats publics de prestations extérieures / Achats / Délégation / Concession

**- Missions de Direction**

La régie peut, en outre, réaliser des prestations de services identiques pour des communes ou collectivités voisines dans les conditions fixées par le CGCT et le code des marchés publics.

**Article 2 : Durée et siège de la régie**

La régie est créée pour une durée illimitée, sous réserve des dispositions de l'article 12.

Le siège de la régie se situe au siège de la CCRG : 1 rue des Malgré-Nous 68500 GUEBWILLER.

**Titre 2 – Administration de la régie**

**Article 3 : Fonctionnement administratif de la régie**

La régie dotée de la seule autonomie financière est administrée, sous l'autorité du Président et du Conseil de Communauté de la CCRG, par un Conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur (article R 2221-3 du CGCT).

Le personnel de la Régie, à l'exception du Directeur, du Comptable et des agents de la CCRG affectés au service, est de droit privé.

Le représentant légal de la régie et son ordonnateur est le Président de la CCRG.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Communauté. Il présente au Conseil de Communauté le budget et le compte administratif ou le compte financier (R2221-63 du CGCT)

## **Article 4 : Attributions du Conseil Communautaire**

Le Conseil Communautaire, le cas échéant après avis du Conseil d'exploitation dans les conditions prévues à l'article 5.4 des présents statuts, prend l'ensemble des décisions se rapportant au fonctionnement de la régie et notamment (article R2221-72 du CGCT) :

- 1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension
- 2° Autorise le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions
- 3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes
- 4° Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice
- 5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel
- 6° Fixe les taux des redevances et les tarifs dues par les usagers de la régie. Ces taux et tarifs sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux [articles L. 2224-1, L. 2224-2](#) et [L. 2224-4](#) du CGCT.

## **Article 5 : Conseil d'exploitation**

Les statuts fixent les règles générales d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'exploitation et les modalités du quorum conformément à l'article R 2221-4 du CGCT.

### **5.1 - Composition – durée du mandat**

Conformément à l'article R2221-4 du CGCT, le Conseil d'Exploitation se compose :

- de .... membres à voix délibérative (au minimum trois) désignés au sein du Conseil de Communauté de la CCRG
- de trois membres à voix consultative n'appartenant pas au Conseil de Communauté à savoir : le Directeur de la Régie, le Directeur Général des Services de la CCRG, le Directeur des Service Techniques de la CCRG.

Les membres à voix délibérative du Conseil d'Exploitation sont désignés par délibération du Conseil de Communauté sur proposition du Président de la CCRG. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes que celles ayant présidé à leur désignation. Le Président de la CCRG est membre de droit.

Les membres désignés doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres à voix délibérative du Conseil d'Exploitation sont désignés pour la même durée que celle de leur mandat de conseillers communautaires. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent, individuellement, être remplacés à tout moment par le Conseil de Communauté en cas de vacance de siège. Le renouvellement, à l'issue du mandat communautaire, est opéré dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans un délai maximum de deux mois, au remplacement du membre démissionnaire ou décédé. Le nouveau membre exerce son mandat pour une durée égale à celle qui restait à courir pour le membre remplacé.

Les membres du Conseil d'exploitation ne peuvent :

- 1° Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie
- 2° Occuper une fonction dans ces entreprises
- 3° Assurer une prestation pour ces entreprises
- 4° Prêter leur concours à titre onéreux à la régie

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat par le Conseil d'exploitation à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président de la CCRG.

## **5.2 - Rémunération**

Conformément à l'article R2221-10 du CGCT, les fonctions de membre du Conseil d'exploitation sont gratuites.

Le règlement intérieur du Conseil d'exploitation de la régie prévoit les conditions dans lesquelles les membres peuvent être remboursés des frais de déplacement ou de missions engagés dans le cadre de leurs fonctions.

## **5.3 - Présidence**

Le Conseil d'Exploitation élit en son sein son Président et un ou plusieurs vice-présidents. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Les règles de suppléance du Président sont les règles de droit commun applicables au Conseil de Communauté.

La durée du mandat du Président et du Vice-Président est identique à celle du mandat des autres membres.

Le Président arrête l'ordre du jour des Conseils d'Exploitation. Il peut déléguer certaines de ses fonctions, par arrêté, au vice-président.

## **5.4 - Attributions**

L'article R2221-64 du CCGT précise que « *Le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par le CGCT ou par les statuts* ».

Le rôle du Conseil d'exploitation de la régie est essentiellement consultatif. Il est obligatoirement consulté par le Président sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie. Le projet de budget et les tarifs du service lui sont soumis au préalable avant adoption par le Conseil de Communauté.

Il peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au Président de la CCRG toutes les propositions utiles. Le directeur de la régie rend compte régulièrement au Conseil d'exploitation du fonctionnement du service.

## **5.5 - Fréquence des réunions**

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation du Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres. Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée par écrit et à domicile, au minimum trois jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision motivée du Président.

## **5.6 - Quorum**

Le Conseil d'Exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres assiste à la séance. Le quorum, à savoir la majorité des membres en exercice doit être atteint non seulement à l'ouverture de chaque séance, mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération.

Lorsque, après une première convocation régulièrement faite, le Conseil d'Exploitation ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable quel que soit le nombre de membres présents.

## **5.7 - Déroulement**

La réunion est présidée par le Président du Conseil d'exploitation ou en cas d'empêchement par un Vice-Président dans l'ordre des désignations.

Les séances du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques. Cependant, le Président peut inviter des agents des services, ou des personnalités extérieures au Conseil d'Exploitation pour recueillir leur avis sur les questions débattues. Les personnes extérieures au Conseil d'Exploitation ne participent pas au vote. Le directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion (article R2221-9 du CGCT).

Le Conseil d'exploitation désigne en son sein un secrétaire qui signe le procès-verbal de la séance. Les avis sont inscrits par ordre de dates sur un registre côté et paraphé par le Président ou un membre du Conseil d'exploitation habilité à cet effet.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage égal des voix, sauf si le scrutin a lieu à bulletin secret.

Un compte-rendu de séance est transmis à chaque membre du Conseil d'Exploitation

## **Article 6 : Directeur**

### **6.1 – Incompatibilité de fonctions**

Conformément à l'article R2221-11 du CGCT, les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen.



Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'exploitation de la régie.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est démis de ses fonctions soit par le Président, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

## **6.2 - Nomination**

Le Conseil de Communauté désigne le Directeur sur proposition du Président de la CCRG (article L2221-14 du CGCT). Ce dernier nomme le Directeur et met fin à ses fonctions dans les mêmes formes (R2221-67 du CGCT).

La rémunération du Directeur est fixée par le Conseil de Communauté de la CCRG, sur proposition de son Président, après avis du Conseil d'exploitation (R2221-73 du CGCT).

## **6.3 - Compétence**

Le directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet et sous l'autorité du Président de la CCRG, il a notamment pour mission de :

- gérer les aspects techniques et administratifs de la régie
- préparer le budget, établir les bilans comptables, suivre l'évolution des indicateurs de performances et analyser la qualité du service produit
- faire des propositions de tarifs pour le service
- assurer le prévisionnel de l'achat public nécessaire au fonctionnement de la régie
- gérer le personnel de la régie
- rendre des comptes quant au fonctionnement du service au Conseil d'exploitation, au Directeur Général des Services de la CCRG et au Directeur des Services Techniques de la CCRG.

Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président après avis du Conseil d'exploitation (R2221-68 du CGCT).

Le directeur peut, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la CCRG, recevoir en toutes matières intéressant le fonctionnement de la régie, délégation de signature de celui-ci.

Le directeur, après accord formel du Président de la CCRG, nomme et révoque les agents contractuels de droit privé employés de la régie (R2221-74 du CGCT).

## **Titre 3 – Régime financier**

### **Article 7 : Agent comptable**

Les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable de la CCRG (R2221-76 du CGCT).

Les comptes de l'agent comptable sont rendus dans les mêmes formes et délais et jugés dans les mêmes conditions que ceux du comptable de la CCRG.

### **Article 8 : Dotation initiale**

La dotation initiale de la régie, prévue par l'article R. 2221-1 du CGCT, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie.

Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

A la date de création de la régie, les créances et les dettes figurant dans le budget de la communauté de commune et des communes membres se rapportant au service public de l'eau potable sont transférées au budget de la régie.

### **Article 9 : Budget**

Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la régie d'eau potable font l'objet d'un budget distinct du budget de la CCRG. En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, celle-ci ne peut demander d'avance qu'à la CCRG. Le Conseil de Communauté fixe la date de remboursement des avances (R2221-70 du CGCT).

La comptabilité de la régie est tenue conformément au plan comptable M 49 applicable aux services publics d'eau potable et d'assainissement. Les dotations aux amortissements et aux provisions sont liquidées selon les dispositions et les durées d'usage utilisées par la CCRG.

Lorsque le fonctionnement de la régie nécessite l'affectation d'immeubles appartenant à la CCRG, le loyer de ces immeubles fixés par le Conseil de Communauté, est portée en dépenses au budget de la régie et en recettes au budget de la CCRG. Le montant des rémunérations du personnel de la CCRG affecté à la régie est remboursé à la CCRG. Il est porté en dépenses au budget de la régie et en recettes au budget de la CCRG (R2221-81 du CGCT).

Le Budget préparé par le Directeur de la régie est soumis pour avis au Conseil d'Exploitation et voté par le Conseil de Communauté. Il est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la CCRG. Il peut être modifié dans les mêmes formes (R2221-83 du CGCT).

Lors de la présentation du budget, le Président de la CCRG ~~fournit, à l'appui de ses~~ propositions, un exemplaire du dernier compte financier ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie (R2221-84 du CGCT).

Le Président de la CCRG émet les titres de recettes et ordonnance les dépenses.

Le Budget est établi conformément aux dispositions en vigueur précisées dans le CGCT (article R2221-86 et suivants).

### **Article 10 : Compte de fin d'exercice**

Conformément aux articles R2221-92 et suivants du CGCT, le comptable prépare le compte financier à la fin de chaque exercice et après inventaire. L'ordonnateur vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie.

Le compte financier est présenté par le Président au Conseil de Communauté qui l'arrête.

## **Titre 4 – Urgence et Fin de la régie**

### **Article 11 : Situation d'urgence**

Dans le cas où le fonctionnement de la régie compromet la sécurité publique ainsi que dans celui où la régie n'est pas en état d'assurer le service dont elle est chargée, le Président de la CCRG prend toutes les mesures d'urgence en vue de remédier à la situation en cause (article L. 2221-7 et R2221-71 du CGCT).

Il rend compte des mesures prises à la prochaine réunion du Conseil d'exploitation. Si l'atteinte à la sécurité publique persiste ou si les mesures prises se révèlent insuffisantes, le Président de la CCRG propose au Conseil de Communauté de décider la suspension provisoire ou l'arrêt définitif des opérations de la régie. Dans ce dernier cas, les dispositions de l'article 12 des présents statuts s'appliquent.

### **Article 12 : Décision de fin et modalités de clôture**

La délibération du Conseil de Communauté décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci. Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la CCRG.

Le Président de la CCRG est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au Préfet du Département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité ~~tenue par le comptable~~. Cette comptabilité est annexée à celle de la CCRG. Au terme des opérations de liquidation, la CCRG corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire (R2221-17 du CGCT).

## **Titre 5 – Disposition d’application**

### **Article 13 : Entrée en vigueur et modification des statuts**

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l’existence légale de la régie d’eau potable, sous réserve du vote préalable de ces statuts par le Conseil de Communauté de la CCRG et d’une transmission de cette délibération au contrôle de légalité.

Il est procédé à la révision ou la modification des présents statuts selon les mêmes modalités que celles ayant procédé à leur adoption.

\*\*\*\*\*